



Le mépris pour l'école publique, ça suffit !

Uniforme, Marseillaise, autorité ... une fois de plus les annonces du président Macron fleurent bon la naphthaline et les années 50. Elles ne répondent aucunement aux enjeux de l'école publique d'aujourd'hui. Quand le président parle d'injustices, de déterminisme social ou encore d'inégalités, il ne dit pas comment il va permettre à l'école publique de répondre à ces questions essentielles.

En pleine polémique provoquée par la ministre nouvellement nommée, le Président lui réitère sa confiance et parle de maladresse alors que la colère des personnels est toujours présente. Ils attendent des excuses, des actes et des engagements. Amélie Oudéa-Castéra a piétiné l'école publique par ses déclarations. Sa vision et la place qu'elle accorde à l'école privée au sein de la République est dangereuse. La FSU-SNUipp rappelle que les fonds publics doivent aller au service public et qu'en tout état de cause un établissement sous contrat qui ne respecte pas les programmes nationaux ne doit plus en bénéficier. Le ministère devra rapidement agir et s'engager pour que le rapport sur l'école Stanislas ne soit pas enterré et que des mesures soient prises contre cet établissement.

En prétendant faire de l'école une priorité tout en nommant une ministre des Sports, des jeux Olympiques et Paralympiques, de la jeunesse et de l'Éducation nationale, le président procède de fait à son déclassement et méprise la communauté éducative. À ce jour, alors qu'un ministre délégué ou un secrétaire d'état est annoncé, doit-on s'attendre à la nomination d'un stagiaire de l'Élysée pour répondre aux personnels de l'Éducation Nationale ? C'est pourtant un ou une ministre de plein exercice qu'il faut d'une part pour les sports et d'autre part pour l'éducation nationale, qui ne peut se satisfaire d'une ministre régulièrement absente du terrain de l'école et qui s'est disqualifiée par ses propos.

Depuis plusieurs années, l'école est en crise, les conditions de travail pour les personnels et d'apprentissage pour les élèves se sont dégradées. Depuis 2017, les politiques éducatives mises en place participent au dénigrement de l'école publique et ont recours à des recettes éculées.

Les enseignantes et enseignants ne sont plus remplacés faute de moyens humains. À la rentrée 2024, ce sont encore 650 postes qui seront supprimés dans le premier degré, contrairement à ce qu'affirme Amélie Oudéa-Castéra, et de nombreuses fermetures de classes vont être prononcées sur tout le territoire. Depuis deux mois, la profession alerte le syndicat sur le quotidien, la souffrance au travail ainsi que sur le manque de reconnaissance notamment salariale. La colère est grandissante.

La FSU-SNUipp continuera de porter un projet émancipateur pour l'école qui permette à tous les élèves de réussir et de revendiquer des moyens pour que les personnels puissent exercer leur métier sereinement. Dans ce cadre et avec d'autres organisations syndicales, elle appelle la profession à se mobiliser et à se mettre en grève le 1^{er} février.

Paris, le 17 janvier 2024